

L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ, DANS LA FONCTION PUBLIQUE AUSSI !

Le Front de Gauche est aux côtés des mobilisations des personnels de la Fonction Publique ce 31 janvier et dans toutes les formes d'actions qu'ils mènent au quotidien.

Le niveau de salaire des fonctionnaires est une honte pour notre pays ! 1 million de personnes payées au SMIC et depuis plus de trois ans la valeur de l'indice des fonctionnaires est gelée ! Le décrochage ancien vis à vis de l'inflation est aujourd'hui aggravé par la hausse des cotisations retraite. Pire, le gouvernement met en œuvre la journée de carence décidée par Sarkozy, sans système de compensation, alors que pour une majorité de salariés du privé les journées de carence sont prises en charge par l'employeur.

La politique de non remplacement des départs en retraite se poursuit dans de nombreux secteurs de la Fonction Publique, comme le gel du montant de la dotation publique de l'État aux collectivités alors qu'elles ont déjà été victimes d'un transfert de compétence sans compensation intégrale sous le précédent gouvernement.

Cette politique dégrade les conditions de travail des agents et la qualité du service public : il faut en finir avec la politique d'austérité qui se traduit par le développement de la précarité par le recours à l'externalisation, à l'intérim, aux contrats précaires ou par délégations de service public à des entreprises privées.



**L'ALTERNATIVE
À L'AUSTÉRITÉ
C'EST POSSIBLE**



**REPRENONS LE
POUVOIR SUR LES
BANQUES**

**FRONT
DE GAUCHE**

www.placeaupeuple.fr

La préparation de l'acte III de la décentralisation affaiblit l'égalité républicaine que permettent nos services publics.

Cette politique dégrade l'accès aux services publics de tous nos concitoyens ! En s'attaquant à la Fonction Publique c'est la vie quotidienne de tous qui est touchée, notamment celle des couches les plus fragiles de la société.

Par exemple, l'hôpital public est en péril, par étranglement financier et à cause des suppressions d'emplois. Regroupements-fermetures de services et d'établissements, dégradation des conditions de travail, précarisation, manque de personnels sont le lot quotidien pour les hospitaliers. La situation de crise financière de très nombreux établissements publics, étranglés par la tarification à l'activité (T2A), l'explosion de la dette imposée depuis le plan hôpital 2007 et des emprunts devenus toxiques, sert de prétexte à de nombreux plans de « retour à l'équilibre ».

Exemple encore, la « refondation de l'école » n'en est pas une, comme le montre la pseudo-réforme des rythmes scolaires. Les créations de postes sur 5 ans, outre qu'elles seront financées en amputant d'autres secteurs, ne suffiront pas à rétablir la situation très dégradée de l'Education nationale, et le projet de loi ne rompt en rien avec la logique libérale qui guidait le précédent gouvernement.

Alors que le 1^{er} poste de l'État sert à payer des intérêts de la dette somptueux (50 milliards) aux banques privées, François Hollande et le gouvernement ont fait le choix de l'austérité. Ils ont accordé un cadeau de 20 milliards aux grands patrons et annoncé la réduction des dépenses publiques (60 milliards sur cinq ans).

L'argent existe donc ! Il doit servir à satisfaire les besoins sociaux et écologiques pas à se soumettre aux marchés financiers et au hold up des banques sur l'argent public.

Le gouvernement doit entendre les revendications des fonctionnaires qui sont porteuses d'intérêt général :

- Le relèvement du minimum de rémunération, l'augmentation du point d'indice et l'amélioration des carrières ;
- La création massive de postes de fonctionnaires dans les services publics de la santé, de l'emploi, de l'Éducation nationale, de l'écologie, du logement social ou par exemple de la petite enfance et la titularisation des 800 000 précaires ;
- Le statut unique de la Fonction Publique pour que règne l'égalité de traitement des agents ;
- Démultiplier les services publics sur une logique totalement inverse que celle de la concurrence entre territoires prônée dans l'acte III de la décentralisation.

Une autre politique à gauche est possible.

Le Front de Gauche s'adresse pour cela à toutes celles et tous ceux qui souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

L'alternative à l'austérité, c'est possible !

Retrouvez toute l'actualité du Front de Gauche sur le site :

www.placeaurope.fr